

L'assiette aux peurs

Après la contamination des champs par les produits Monsanto, Marie-Monique Robin s'attaque à la contamination de notre assiette par l'ensemble de l'industrie agroalimentaire.

20H40 - ARTE DOC : "Notre poison quotidien", DE MARIE-MONIQUE ROBIN.

L'enquête-choc de Marie-Monique Robin sur le géant des OGM et des pesticides Monsanto l'a rendue célèbre : 1,6 million de spectateurs pour le film diffusé en 2008, et un livre vendu à 100 000 exemplaires et traduit en 16 langues. Marie-Monique Robin, mordante enquêtrice, s'attaque désormais à la contamination chimique de notre assiette. Son film « Notre poison quotidien » et son livre éponyme (éditions La Découverte, en librairie le 24 mars) démontent le système pervers par lequel nos repas sont devenus mortels.

TéléObs. – Comment êtes-vous passée de Monsanto à notre frigo ?

Marie-Monique Robin. – Plus j'avancé sur « le Monde selon Monsanto », plus je me demandais si cette entreprise était une exception dans sa manière de mentir, de manipuler, de contrôler les données. La réponse est non : toutes les sociétés sont pareilles. Qu'il s'agisse du benzène, de l'essence au plomb, du polychlorure de vinyle (PVC), c'est toujours la même histoire. Dès qu'une étude évoque la possibilité d'un risque, elles en produisent une autre qui dit l'inverse. C'est un système.

Comment s'est-il mis en place ? – Dès le XVIII^e siècle et la révolution industrielle, l'idéologie du progrès, forcément positif, domine. On sait très vite qu'il y a un problème. Les cancers explosent au début du XX^e siècle et, dans les usines chimiques, le tribut payé par les ouvriers est incroyable : acides, vapeurs de plomb... C'est la face cachée du progrès. Mais on continue, avec l'idée, grosso modo, que ce progrès bénéficiera à l'humanité. On en connaît le coût, on l'assume et on fait en sorte qu'il soit le plus bas possible. D'où la multiplication des agences de réglementation et d'évaluation de ces nouveaux risques.

Mais ce dispositif réglementaire destiné à nous protéger ne fait pas son boulot... – Non. Notre système réglementaire est inefficace. C'est le cœur de mon enquête. Quand j'ai commencé à me pencher sur la DJA, Dose journalière admissible, qui mesure, pour chaque produit chimique présent dans la chaîne alimentaire, la quantité maximale que notre corps peut

absorber sans souffrir, je n'y comprenais rien. Et c'est le but : la complexité de ce système assure sa pérennité. Or le modèle selon lequel « la dose fait le poison » et l'élaboration de la DJA ne reposent sur rien. Aucune littérature scientifique. Pas même à l'OMS (Organisation mondiale de la Santé). Pourtant, la DJA sert d'unité de mesure à l'ensemble de la réglementation. Et elle a été reprise par l'industrie pour se protéger, dans un grand tour de passe-passe.



La journaliste dénonce le principe de la Dose journalière admissible, qui mesure la quantité maximale de produits chimiques présents dans les aliments que notre corps peut absorber.

Le vertige atteint son maximum à propos des perturbateurs endocriniens... – Ce que l'on ne savait pas, il y a cinquante ans, c'est que certaines substances chimiques, les perturbateurs endocriniens, imitent les hormones naturelles et agissent à des doses infinitésimales. Pour ces molécules, le principe de « la dose fait le poison », qui fonde la réglementation, ne marche absolument pas ! Et si elles n'agissent pas isolément, elles interagissent, comme les médicaments. C'est l'effet cocktail. Les risques sont plus importants pour les femmes enceintes, les petits enfants, les ados... Quand l'activité hormonale est très importante. Cela donne des malformations congénitales (micropénis...) et, plus tard, des cancers de la prostate, des testicules, du sein, ou une obésité, un diabète de type 2. Le tout ayant été largement programmé à l'époque foetale. Mais les problèmes de fertilité sont les plus inquiétants : les hommes nés entre 1960 et 1970 ont 50 %

de spermatozoïdes en moins que leurs aînés. Si on continue, les bébés de 2050 ne pourront plus être conçus qu'in vitro.

On vous rétorquera que l'espérance de vie ne baisse pas. – Si ! Pour la première fois, elle a commencé à baisser aux Etats-Unis (lire « le Monde » du 27 janvier dernier). Chez nous, elle est au taquet. Dans son rapport « Cancers et environnement » (2008), l'Inserm (Institut national de la Santé et de la Recherche médicale), pour tant prudent, constate une augmentation

de l'incidence de neuf cancers depuis vingt ans. En tenant compte de l'augmentation et du vieillissement de la population, leur taux d'incidence a augmenté de 35 % chez l'homme et de 43 % chez la femme. L'OMS parle d'épidémie. Toutes les tranches d'âge sont concernées, pas seulement les personnes âgées. Et l'âge moyen auquel on déclare un cancer est de plus en plus jeune.

La solution est-elle de se réfugier au bout du monde ? – Il faut surtout une vraie campagne d'information à destination des femmes enceintes et des jeunes parents pour qu'ils évitent ces poisons. Il faut encourager l'agriculture biologique. Vous pensez qu'on ne peut pas nourrir le monde sans pesticides ? C'est faux. Ce sera l'objet de mon prochain film. Il faut enfin revoir la réglementation sur la chimie et encourager la chimie verte. Les pouvoirs publics sont irresponsables de ne pas l'avoir déjà fait.

■ Propos recueillis par Morgane Bertrand